

Type de réunion

Réunion de service académique

01 – Les missions de l'Ecole

Enumération des valeurs devant être transmises par l'Ecole. Laïcité (difficulté à définir son contenu mais accord général sur le maintien du principe : pas de signe d'appartenance religieuse ou idéologique).

Neutralité, Citoyenneté, Egalité, Gratuité.

Constat ; les problèmes rencontrés à l'Ecole sont le reflet des problèmes de société. Manque de porosité positive : les clivages négatifs de la société entrent dans l'Ecole qui manque de fermeté pour faire face et ne retransmet plus les valeurs républicaines à la société.

Questions soulevée : dans quel ordre régler les problèmes ? Que fait l'Etat ?

Accord unanime pour demander un retour des modes d'apprentissage de la citoyenneté. L'Ecole doit défendre et réaffirmer (par son action éducative et par ses membres) ses valeurs contre les pressions extérieures.

La culture « jeune », dont le sens a eu du mal à être défini, ne pose pas de problème dans l'enceinte scolaire dans la mesure où elle s'affiche dans le respect des autres, sans violence et dans les limites de la bienséance. Les jeunes ont besoin de s'identifier et d'appartenir à un « clan », les modèles sont pris dans des sphères de la société qui soit rejettent toute forme d'autorité (bandes) soit dévalorisent la réussite par le travail (sportifs, chanteurs...). Le rôle de l'Ecole est peut être de proposer aux élèves des modèles d'identification différents.

18 – Fonctionnement de l'Ecole

Le débat prend une tournure de meeting syndical anti décentralisation. Quelques voix s'élèvent pour reconnaître certains avantages apportés par le modèle de décentralisation actuel : meilleur accueil des élèves (bâtiments), écoles maternelles...

Difficultés à entrevoir quels avantages pourrait retirer l'Ecole d'une plus grande décentralisation. Questions sur les véritables buts : transferts des charges financières pour être en conformité avec les directives européennes. Lorsque l'on énumère les implications que cela aurait, le bilan est négatif : accentuation des différences et des inégalités entre régions (le système centralisé permet la péréquation des moyens). Politisation et privatisation du Service Public

Conclusion adoptée à l'unanimité, la situation actuelle est satisfaisante. Le partage des rôles et responsabilités entre Etat et Collectivités territoriales ne doit pas être modifié. L'Etat doit garder ses prérogatives : traitement, programmes, diplômes, orientation.

Trois priorités pour l'École (une phrase par priorité)

1 le maintien du principe : pas de signe d'appartenance religieuse ou idéologique

2 Le rôle de l'Ecole est peut être de proposer aux élèves des modèles d'identification différents.

3 Difficultés à entrevoir quels avantages pourrait retirer l'Ecole d'une plus grande décentralisation

04 Faut-il partager autrement l'éducation entre jeunesse et âge adulte et impliquer davantage le monde du travail ?

Plusieurs participants estiment que la formation initiale est trop valorisée. Trop de jeunes élèves peu ou pas motivés dans le système scolaire sont maintenus de force dans les classes. Il vaudrait sans doute mieux moins investir dans la formation initiale et renforcer les moyens que la collectivité dégage pour la formation des adultes.

Certains participants souhaitent privilégier la formation des jeunes adultes, démarrant assez tôt après la sortie du système scolaire, la formation étant alors considérée comme une seconde chance pour rattraper un échec scolaire. Il convient de développer les dispositifs mission insertion jeunes. Il est déploré que dans la fonction publique les congés formation soient surtout accordés aux quadragénaires et non aux plus jeunes. En effet les plus âgés font par la suite preuve de moins de mobilité.

Les positions sont beaucoup plus tranchées à propos de l'implication du monde du travail. L'opinion majoritaire est que les valeurs du monde du travail et les valeurs de l'école, également estimables, doivent rester relativement étanches. L'objectif de l'école doit être de développer la curiosité des élèves, on doit laisser aux jeunes découvrir leurs goûts, s'épanouir, et leur accorder le droit à l'erreur. Les élèves doivent apprendre à apprendre pour pouvoir ultérieurement s'adapter à des contextes professionnels mouvants. La pratique répandue du débauchage en cours d'études d'un élève par l'entreprise où il effectue un stage ou une formation en alternance, avant l'achèvement de la formation et l'obtention du diplôme, est décriée. Si elle permet au jeune recruté une insertion professionnelle immédiate et la perception d'un salaire, elle pénalise la suite du parcours professionnel et risque d'interdire toute évolution ou reconversion ultérieure, faute de formation de base suffisante.

D'autres participants estiment à l'inverse que l'Education Nationale est beaucoup trop centrée sur le diplôme et par assez sur le développement d'une compétence, d'un savoir faire immédiatement utilisable dans le monde du travail. Les entreprises devraient être davantage partenaires de la formation et il faudrait les aider à accomplir plus efficacement ce rôle. Les élèves des filières générales devraient bénéficier eux aussi de temps de formation en entreprise. La définition des référentiels de formation devraient associer davantage le monde des P.M.E./P.M.I. et de l'artisanat, qui est un recruteur important.

Le thème de la validation des acquis de l'expérience, pourtant lancé par l'animatrice, ne suscite pas d'écho parmi les participants.

15 Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités ?

Les échanges font apparaître pour chaque thème une réflexion sur les causes puis les solutions possibles aux violences et incivilités. Deux champs de réflexion se dégagent nettement.

Une première série d'interventions centre les questions de violence sur l'école (facteurs endogènes). La transgression des règles par les adolescents est un phénomène naturel ; par contre l'abaissement constant des barrières et contraintes imposées aux élèves depuis la pédagogie de l'après mai 1968 empêche les adolescents les plus fragiles de se structurer et ne leur permet pas de voir qu'ils franchissent les limites de ce qui est indispensable pour une vie en société harmonieuse. Ce phénomène est renforcé par la prolongation de la scolarité à 16 ans (au demeurant pas du tout remise en cause par les intervenants).

D'autres intervenants mettent en avant la violence que secrète elle-même l'école et de façon générale tout processus d'apprentissage. En effet un processus d'apprentissage est difficile et certains élèves ne le supportent pas ; en situation d'échec scolaire, ils tentent de retrouver l'estime de soi et du groupe en multipliant les conduites irrespectueuses voire déviantes. Une solution peut donc consister à redonner du sens à la présence des élèves en classe, à redonner l'envie d'apprendre, à valoriser les élèves. Plusieurs intervenants soulignent le choc que constitue l'entrée en classe de sixième, qu'il convient de préparer en amont avec des liaisons CM2/6° et d'atténuer, pour éviter échec, mal être et réponses violentes de certains élèves. Par contre d'autres intervenants estiment qu'un passage légèrement traumatisant aide au contraire à grandir. On doit également essayer de réfléchir à la taille et à la

configuration spatiale des établissements et inciter les équipes éducatives à adopter un mode de fonctionnement humain.

Une seconde série d'interventions centre les questions de violence sur les parents et la société en général (facteurs exogènes). Le monde extérieur et les médias valorisent l'individualisme, l'appât du gain, l'égoïsme et le narcissisme. Les déficiences, carences éducatives voire démission de certains parents sont soulignées à plusieurs reprises. Les remèdes les plus traditionnels recueillent l'approbation de plusieurs intervenants, avec le développement d'activités centrées sur l'appropriation des valeurs morales, civiques et des séances d'appropriation du règlement intérieur de l'établissement. Il convient dans ce cadre de prendre plus en considération la souffrance des victimes.

D'autres intervenants proposent de développer les échanges avec les parents, de les accompagner dans leurs tâches éducatives en s'inspirant des activités conduites par des associations dans une démarche d'école des parents. En cas de déficience ou de fragilité de la cellule familiale, le développement d'internats éducatifs peut constituer une solution.

Les intervenants appartenant aux corps concernés ne manquent pas de souligner l'importance des personnels sociaux et de santé pour prévenir et corriger les phénomènes violents et incivils, et donc l'utilité, à défaut d'augmenter leur nombre, de faire connaître leur expertise et leurs actions.

21 Faut-il redéfinir les métiers de l'École ?

Un intervenant souligne d'emblée que le système d'enseignement est entièrement centré sur les disciplines et que ces dernières demeurent très cloisonnées. Le métier d'enseignant doit donc intégrer une dimension de travail transversal, allant au-delà de l'actuelle animation des Travaux Personnels Encadrés.

Le constat réitéré que les personnels débutants sont souvent affectés sur les postes les plus difficiles conduit plusieurs intervenants à demander une formation initiale des jeunes enseignants plus centrée sur la prise en charge des publics difficiles. Tout au long de leur carrière les enseignants devraient bénéficier d'une véritable gestion des ressources humaines. Plusieurs intervenants déplorent le caractère trop limité de la formation continue et la quasi absence de passerelles vers d'autres fonctions (administration, documentation, direction...) pour les enseignants en situation d'échec. Une mise en œuvre effective et rapide des dispositions de l'article 77 de la loi du 21 août portant réforme des retraites s'avère à cet égard indispensable.

La sous question relative au développement des métiers de l'éducation et de la vie scolaire suscite une certaine ironie. En effet si la valorisation du rôle éducatif de l'ensemble des personnels est admise, si la nécessité de faire vivre l'intercatégorialité à travers le projet d'établissement est prônée, si la constitution de véritables équipes associant tous les corps de métier est souhaitée, la décision de transférer une partie des personnels dans la fonction publique territoriale est comprise comme le signe politique que dans un établissement certaines fonctions sont secondaires et à vrai dire en dehors du champ éducatif.

La réforme la plus urgente apparaît être la redéfinition du métier et du statut de directeur d'écoles maternelles et élémentaires. Les directeurs n'ont pas de budget à leur disposition et les dotations communales sont trop disparates. Ils n'ont aucun pouvoir sur les enseignants. En cas de grève, il est anormal qu'une école puisse être fermée. Le statut qui impose de nombreuses charges n'accorde pas assez de liberté d'action.

Trois priorités pour l'École (une phrase par priorité)

- 1** Centrer la formation continue sur les jeunes adultes sortis prématurément et sans qualification du système scolaire.
- 2** Aider les entreprises à accomplir plus efficacement leur rôle de formation.
- 3** Redéfinir le métier et le statut de directeur d'écoles maternelles et élémentaires.